



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

V1.4 – version 20250312



SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST

Quartier Foch - BP 22
35 998 RENNES CEDEX 9

Objet de la consultation :

Prestations de manutention, levage et transport pour l'exploitation et la maintenance des installations portuaires de Cachin, du Homet et/ou de l'emprise de la Base de Défense de Cherbourg-en-Cotentin

Règlement de la consultation

Accès et réponses au dossier de consultation uniquement par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis doivent être déposés au plus tard aux date et heure fixées sur la PLACE.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - Procédure de passation	4
3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)	4
3.3 - Allotissement – lieux d'exécution	4
3.3.1 - Allotissement	4
3.3.2 - Lieux d'exécution	4
3.4 - Forme et étendue du marché	5
3.5 - Durée et reconduction du marché	5
3.6 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.7 - Variantes	5
3.8 - Clause sociale du militaire blessé Prestations supplémentaires éventuelles	5
ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1 - Contenu des documents de la consultation	6
4.2 - Modifications des documents de la consultation	6
4.3 - Questions – Réponses	6
4.4 - Visite sur site	6
ARTICLE 5 - CANDIDATURE	7
5.1 - Présentation et contenu des candidatures	7
5.1.1 - Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)	7
5.1.2 - Candidature sous forme de DC1 et DC2	7
5.1.3 - Documents et renseignements complémentaires	7
5.2 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	7
5.3 - Précisions sur la sous-traitance	8
5.3.1 - Candidature sous forme de DUME	8
5.3.2 - Candidature hors DUME	8
5.4 - Examen des candidatures	8
5.4.1 - Exclusions de plein droit ou à l'appréciation de l'acheteur	8
5.4.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance	8
5.4.3 - Sélection des candidatures	9
5.4.4 - Bilan des gaz à effet de serre (BEGES)	
	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 6 - OFFRE	9
6.1 - Présentation de l'offre	9
6.2 - Examen des offres	9
6.3 - Critères d'attribution	10
6.4 - Durée de validité des offres	11
6.5 - Conditions de remise des plis	11
ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ	11
7.1 - Documents à fournir	11
7.2 - Signature du marché	11
ARTICLE 8 - LANGUE	11
ARTICLE 9 - CONTENTIEUX	12
ANNEXE 1 : COMPLÉTER UN DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME)	13
ANNEXE 2 : MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	15
ANNEXE 3 : COORDONNÉES DES CORRESPONDANTS	17
ANNEXE 4 : FOURNISSEURS NON SOUMISSIONNAIRES	18
ANNEXE 4 : ATTESTATION DE VISITE	19
ANNEXE 5 : FICHE DE STAGE (CADRE DE REPONSE)	20
ANNEXE 6 : COMMANDE FICTIVE	21

ARTICLE 1 - ACHETEUR

MINISTÈRE DES ARMÉES
PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST
Division achats publics - Bureau achats de prestations de services
Quartier Foch – BP 22
35998 RENNES CEDEX 9

La Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-O) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification de l'accord-cadre;
- émission des bons de commandes ;
- non reconduction de l'accord-cadre;
- résiliation de l'accord-cadre;
- modification de l'accord-cadre;
- suivi administratif de l'accord-cadre;
- règlement amiable.

Son directeur est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des prestations de manutention, de levage et de transport pour l'exploitation et la maintenance des installations portuaires de Cachin, du Homet et/ou de l'emprise de la Base de Défense de Cherbourg en Cotentin.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L2124-1, L2124-2 R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique.

3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)

Code CPV : 63100000-0 – Services de manutention et d'entreposage de cargaisons.

3.3 - Allotissement – lieux d'exécution

3.3.1 - Allotissement

La consultation n'est pas allotie.

3.3.2 - Lieux d'exécution

Les prestations s'exécutent au sein de la base de défense de Cherbourg, située à Cherbourg-en-Cotentin :

L'adresse est la suivante :

**Antenne CNAV ETAC
ETAC BCRM
CC77
50115 CHERBOURG-OCTEVILLE CEDEX**

Le personnel du titulaire pourra travailler dans une zone réglementée radiologiquement comprenant une zone surveillée et une zone contrôlée signalisées et présentant un risque d'exposition externe à distance (cf. article 10.1.7. du cahier des clauses techniques particulières applicable à l'accord-cadre).

3.4 - Forme et étendue du marché

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 800 000 € HT pour la période initiale de deux (2) ans ferme, soit 1 600 000 € HT pour la durée totale du marché.

Prestations similaires :

L'acheteur pourra passer des marchés ultérieurs de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du marché issu de la présente consultation, avec le même titulaire, en vertu de l'article R.2122-7 du code de la commande publique (marché sans nouvelle mise en concurrence, passé dans les 3 ans suivant la notification du marché initial).

3.5 - Durée et reconduction du marché

L'accord cadre prend effet à compter de la date de notification pour une durée de deux (2) ans ferme.

Il est reconductible tacitement une fois, pour une période de deux (2) ans à compter de la fin de la période initiale, sans que la durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) notifie sa décision au titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction. En cas de non reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

3.6 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement s'effectue à partir de ressources propres du ministère des armées.

Le règlement des sommes dues s'effectue par mandat administratif établi par la Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC O) et adressé au Directeur départemental des finances publiques du Finistère (comptable assignataire) qui procède au virement sur le compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Avance :

Les conditions de versement de l'avance et son taux sont précisés dans les clauses du marché.

3.7 - Variantes

Les variantes sont interdites.

3.8 - Clause sociale du militaire blessé

Pour promouvoir la reconversion des militaires blessés, l'acheteur pourra faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique. Le CCAP de la présente consultation introduit une clause sociale constitutive d'une condition d'exécution.

Pour l'exécution de cette clause, l'entreprise attributaire doit assurer l'accueil en stage d'un ou de plusieurs militaires blessés, pour une durée d'un à trois mois, en accord avec Défense mobilité et l'acheteur. S'ils le souhaitent, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire.

A ce titre, le candidat renseigne obligatoirement dans son offre, la fiche de stage (*annexe 5 au présent règlement de la consultation*) qui constitue un élément du cadre de réponse. En complément, s'ils le souhaitent, les candidats peuvent proposer d'autres projets permettant d'enrichir leur offre sociale.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 - Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) et ses 6 annexes ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses 2 annexes ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 10 annexes .

4.2 - Modifications des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier sur la PLACE.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Si un candidat a remis un pli avant les modifications, il peut en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de remise des plis.

Selon l'importance des modifications apportées au dossier de consultation, l'acheteur est susceptible de décaler les date et heure limites de remise des plis. Les candidats identifiés sont alors informés de ce report.

4.3 - Questions – Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis. Les réponses seront publiées sur la PLACE.

4.4 - Visite sur site

Le candidat peut visiter les lieux pour tenir compte des diverses contraintes et difficultés d'exécution des prestations. La visite reste facultative. En fonction, l'attestation de visite (*annexe 4 au présent règlement de la consultation*) devra être émargée par le candidat et le représentant de l'Antenne CNAV-ETAC et jointe à l'offre.

Pour la visite des locaux, le candidat prendra contact dans les meilleurs délais avec le service concerné du bénéficiaire :

- Mme Dominique ANGER
Courriel : dominique.anger@intradef.gouv.fr
Téléphone : 02 33 92 46 87

Toute difficulté rencontrée pour la visite du site sera signalée à la division achats publics de la PFC-O (RENNES) :

- via la messagerie fonctionnelle du Bureau Achats Prestations de Services :
pfc-ouest-dap-bps.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

5.1 - Présentation et contenu des candidatures

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME), ou « hors DUME ».

Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, le candidat produit son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation. S'il est étranger, le candidat produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

5.1.1 - *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)*

Mode opératoire :

1. télécharger le « DUME acheteur » sur la PLACE,
2. le renseigner (en français) à l'aide de l'outil du « SERVICE DUME » :
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>
3. le déposer sur la PLACE au format .xml

Une fiche explicative est également fournie en annexe 1 au présent règlement de la consultation.

5.1.2 - *Candidature sous forme de DC1 et DC2*

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME peut utiliser les formulaires DC1 et DC2.

5.1.3 - *Documents et renseignements complémentaires*

Outre le DUME ou les formulaires DC1 et DC2, le candidat devra également produire :

- **Au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

- Numéro SIREN ;

- **Au titre de la capacité économique et financière :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents dont les garanties couvrent les dommages éventuels de toute nature subis par les matériels étatiques confiés ;

- **Au titre de la capacité technique et professionnelle :**

- Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

5.2 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique. Dans ce cas, au regard de l'étroite imbrication des prestations objets du marché, la solidarité est exigée, pour l'exécution de l'accord cadre, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les documents, pour lesquels une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.3 - Précisions sur la sous-traitance

5.3.1 - Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne les parties II-C et II-D du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations requises dans le DUME acheteur.

5.3.2 - Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'agrément de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est à renouveler à chaque reconduction, avec présentation d'un nouveau DC4.

5.4 - Examen des candidatures

5.4.1 - Exclusions de plein droit ou à l'appréciation de l'acheteur

Les personnes placées dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique seront exclus de plein droit de la procédure de passation.

Les personnes placées dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique pourront être exclus, à l'appréciation de l'acheteur.

Les candidats soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article susvisé. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique est, en cours de procédure, frappé par une de ces exclusions (de plein droit ou à l'appréciation de l'acheteur), il en informe l'acheteur sans délai.

5.4.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif

d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la procédure de passation, l'acheteur exige son remplacement par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou le soumissionnaire, sous peine d'exclusion de la procédure.

5.4.3 - Sélection des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale.

Si un opérateur économique candidate à plusieurs lots, ses capacités professionnelles, techniques et financières sont examinées lot par lot.

ARTICLE 6 - OFFRE

6.1 - Présentation de l'offre

Les documents à fournir au titre de l'offre sont :

- l'attestation de visite, le cas échéant (*annexe 4 au présent RC*) ;
- la commande fictive (*annexe 6 au présent RC*) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) ¹ ;
- l'annexe n°1 à l'acte d'engagement - BPU (*modèle obligatoire*) ;
- l'annexe n°2 à l'acte d'engagement - Cadre de réponse technique (*modèle obligatoire*) ;
- un mémoire technique présentant les moyens humains, matériels et la méthodologie prévus pour la réalisation des prestations détaillées dans l'annexe 1 du CCP ;
- la déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- un RIB.

L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE, dans un **fichier compressé au format ZIP ou équivalent**.

6.2 - Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur peut examiner les offres avant les candidatures.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du code de la commande publique sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut inviter les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

¹ L'acte d'engagement n'a pas à être obligatoirement signé lors de son dépôt. Seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra le signer (de façon électronique ou manuscrite) avant notification. Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, l'acheteur offre la possibilité aux candidats de le transmettre signé au moment du dépôt de l'offre.

6.3 - Critères d'attribution

L'accord cadre sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

	Critère évalué sur le DQE – sur 50 points	
Critère prix (DQE)	L'offre présentant le prix le moins élevé obtient la note maximum. Les offres des autres candidats sont calculées de la manière suivante : (Prix du moins disant / prix du candidat noté) x 50	Noté / 50
Critère technique (Annexe 2 à l'AE)	Sous-critère 1 : Récence des moyens matériels utilisés pour réaliser les prestations – sur 20 points Le candidat renseigne pour chaque matériel identifié par ses soins, la date de première mise en circulation ou de première mise en service. Ce sous-critère sera noté comme suit : La moyenne de l'ancienneté totale des matériels utilisés la plus faible obtient la note maximum. Les offres des autres candidats sont calculées de la manière suivante : (moyenne la plus faible / moyenne du candidat noté) x 20	Noté / 40
	Sous-critère 2 : Réactivité quant à l'exécution des prestations – sur 15 points Le candidat renseigne pour chaque prestation le délai de mise en place minimum possible entre la réception des demandes de prestations et leur début d'exécution. Ce sous-critère sera noté comme suit : Le délai le plus court obtient la note maximum. Les offres des autres candidats sont calculées de la manière suivante : (délai le plus court / délai du candidat noté) x 15	
	Sous-critère 3 : Expérience des personnels qui interviennent au titre du marché – sur 5 points Le candidat doit remplir le tableau « sous-critère 3 » présent à l'annexe 2 à l'AE. Il devra également fournir dans son mémoire technique une liste nominative détaillant le nombre d'années d'expérience professionnelles de chaque chef de manœuvre, pontier et grutier qui interviennent au titre du marché. Ce sous-critère sera noté comme suit : Adéquation de l'expérience professionnelle des intervenants avec l'objet du marché : E ≥ 20 ans = 15 pts, 20 > E ≥ 10 ans = 10 pts, 10 > E ≥ 5 an = 4 pts et E < 1 an = 0 pt. La note attribuée correspond à la moyenne des notes individuelles. La note finale obtenue la plus élevée obtient la note maximum. Les offres des autres candidats sont calculées de la manière suivante : (note finale du candidat noté / note finale la plus élevée) x 5	
Développement durable (Annexe 2 à l'AE)	Mesure des émissions de CO² par levage/manutention – sur 5 points 0 point si pas de mesure, 5 points pour le candidat qui a la plus faible émission. Les offres des autres candidats sont calculées de la manière suivante : (mesure la plus faible / mesure du candidat noté) x 5	Noté / 10
	Présence d'un plan de valorisation des déchets générés par les activités de manutention – sur 5 points 0 point si pas de plan de valorisation.	
Note et classement final	L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.	

6.4 - Durée de validité des offres

Les offres sont valables 120 jours à compter de la date limite de remise des dernières offres.

6.5 - Conditions de remise des plis

Les plis seront déposés sur la PLACE.

Les modalités de signature électronique sont détaillées en annexe 2.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

7.1 - Documents à fournir

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir, dans un délai fixé par l'acheteur, les documents suivants :

- l'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité de se procurer les documents directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

7.2 - Signature du marché

Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer les documents du marché. S'il ne l'a pas signé lors de la remise de son offre, l'acte d'engagement lui sera transmis pour signature. A défaut de signature dans le délai imparti, le soumissionnaire pourra être éliminé et la même demande sera adressée au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement des offres.

Il est rappelé que les documents du marché ne peuvent être signés que par une personne en capacité d'engager l'opérateur économique.

Dans le cas d'une signature électronique, l'acte d'engagement doit être retourné en respectant les exigences prévues par l'annexe 2 MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE du présent règlement de la consultation. A défaut, les documents seront considérés comme non signés.

ARTICLE 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

ARTICLE 9 - CONTENTIEUX

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3 Contour de la Motte – CS 44416
35044 Rennes cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopieur : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ANNEXE 1 : COMPLÉTER UN DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME)

Renseigner un DUME (Document Unique de Marché Européen) peut prendre moins de 5 minutes, à condition de partir du DUME de l'acheteur public pour établir sa réponse.



PRINCIPE CLÉ : COMPLÉTEZ UNIQUEMENT LES INFORMATIONS INTÉRESSANT L'ACHETEUR PUBLIC

- ⇒ Utilisez le «DUME Acheteur» mis en ligne sur la PLACE.
- ⇒ Notez l'identifiant de ce DUME Acheteur (une suite de 8 caractères) ou bien récupérez le fichier XML.

UTILISEZ LA FONCTION « RÉPONDRE A UN DUME »

- ⇒ Identifiez vous sur l'utilitaire DUME de Chorus Pro pour répondre au DUME de votre Acheteur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

- ⇒ Sur Chorus Pro, cliquez sur le bouton « REPONDRE A UN DUME ».
- ⇒ Faites glisser le DUME de votre acheteur sur la fenêtre «Déposer le DUME de votre client», ou bien saisissez son identifiant (un code de 8 caractères) dans le champ prévu à cet effet. Indiquez votre SIRET puis cliquez sur «Suivant».

Intradef Recherche Intradef Annuaire Intradef DIADEME

 **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



ACCUEIL **DUME** - DONNÉES ESSENTIELLES

Accueil > Opérateur économique

Vous êtes une entreprise, vous souhaitez :

CRÉER UN DUME

FUSIONNER DEUX DUMES

REPONDRE À UN DUME

REUTILISER UN DUME

VISUALISER UN DUME

DUME DE VOTRE CLIENT

Saisissez l'identifiant DUME de votre client

ou

Déposez le DUME de votre client

Type d'identifiant

Siret

Numéro d'identifiant

Identifiant

Suivant

Attention !

Un DUME acheteur dématérialisé se présente toujours sous la forme d'un fichier informatique **XML**.

Nom	Modifié le	Type
dumeA_vnnxcdf.xml	07/11/2018 11:24	Fichier XML

C'est ce fichier que vous pouvez déposer dans l'utilitaire Chorus Pro. Tout autre format (ex: Word, PDF, etc.) est **invalide** et ne permettra pas d'afficher votre formulaire de réponse aux critères du marché.

- ⇒ Complétez les champs obligatoires des parties II et III du DUME :

- PARTIE II : Informations concernant l'opérateur économique
- PARTIE III : Motifs d'exclusion à prendre en compte dans le marché

Pour vous faire gagner du temps, le formulaire part du principe que vous respectez tous les critères d'exclusion du marché en pré-cochant « oui » dans la case « je certifie ne pas entrer dans les cas d'interdiction de soumissionner ».



ACCUEIL **DUME** - DONNÉES ESSENTIELLES

Accueil > Opérateur économique > Exclusion

1

Procédure

2

Exclusion

3

Sélection

⇒ Dans la partie IV « CRITERES DE SELECTION », seules les questions intéressant votre acheteur public s'affichent. Répondez-y.

⇒ Une fois les réponses saisies, vous pourrez prévisualiser le DUME rempli :



ACCUEIL **DUME** - DONNÉES ESSENTIELLES

Accueil > Opérateur économique > Terminer

1

Procédure

2

Exclusion

3

Sélection

4

Terminer

Formulaire DUME

Voici le formulaire obtenu à partir des données saisies :



Prévisualiser

⇒ Vérifiez bien les éléments déclarés, puis cliquez sur « **Finaliser** » votre DUME.

DÉPOSEZ VOTRE DUME À L'APPUI DE VOTRE RÉPONSE À LA CONSULTATION

Votre DUME est prêt à être déposé à l'appui de votre offre **au format XML** (son format officiel).

Vous n'avez pas besoin de l'imprimer ou de le scanner.

Joignez simplement le fichier XML à votre réponse technique sur la PLACE.

ANNEXE 2 : MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement.

Le candidat doit impérativement respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

** Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas :

Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

-<http://www.lsti-certification.fr> ;

-https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl.pdf

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas :

Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 :

Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État. Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 :

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

ANNEXE 3 : COORDONNÉES DES CORRESPONDANTS

1. Coordonnées du service achats en charge du dossier :

Dénomination : PFC O / DIVISION ACHATS PUBLICS	A l'attention de : Bureau achats de prestations de services
Adresse : Quartier FOCH – BP 22	Code postal : 35 998
Localité/ville : RENNES CEDEX 9	Pays : FRANCE
Courriel : pfc-ouest-dap-bps.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr	

2. Coordonnées de l'interlocuteur PME-PMI à contacter en cas de difficulté particulière :

Dénomination : Médiation des entreprises du Ministère des Armées et des Anciens Combattants	A l'attention de : Interlocuteur PME-PMI :
Adresse : Sous-direction des PME (Bâtiment Perret) 60 boulevard du général Martial Valin CS 21 63	Code postal : 75 509
Localité/ville : PARIS CEDEX 15	Pays : FRANCE
Courriel : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr	Site internet : https://www.defense.gouv.fr/portail/enjeux2/economie-de-defense/entreprises/pme-et-eti-plan-actionpme-du-ministere-des-armees

3. Coordonnées du service liquidation-mandatement en charge du dossier :

Dénomination : PFC O / DIVISION FINANCES	A l'attention de : section prestations de services
Adresse : Quartier FOCH – BP 22	Code postal : 35 998
Localité/ville : RENNES CEDEX 9	Pays : FRANCE
Courriel : pfaf-co-bfin-ps.referent.fct@intradef.gouv.fr	

4. Coordonnées du comptable public en charge du dossier :

Dénomination : Directeur départemental des finances publiques du Finistère	A l'attention de : Service dépenses militaires et règlements
Adresse : 4 SQUARE MARC SANGNIER CS 92839	Code postal : 29228
Localité/ville : BREST CEDEX	Pays : FRANCE
Téléphone : 02 98 80 55 55	Site internet : www.finances.gouv.fr
Courriel : ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr	

Dans le cadre de la démarche qualité menée à la PFC O et dans un souci de référencement de nos fournisseurs (sourcing), il est demandé de bien vouloir compléter le questionnaire suivant et de nous le retourner par courriel à l'adresse suivante : pfc-ouest-dap-bps.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

OBJET DE LA CONSULTATION :

DAF_2025_001342 relatif à des prestations de manutention, de levage et de transport pour l'exploitation et la maintenance des installations portuaires de Cachin, du Homet, et/ou de l'emprise de la Base de Défense de Cherbourg en Cotentin.

Après examen du dossier de consultation, ma société ne soumissionne pas en raison : *(cocher une ou plusieurs cases)*

☐ d'un besoin ne correspondant pas à notre offre,

☐ d'un calendrier ou carnet de commandes déjà rempli,

☐ des critères de sélection des offres (à préciser) :

.....

☐ des contraintes techniques demandées (à préciser) :

.....

☐ des contraintes administratives (à préciser) :

.....

☐ d'un manque de visibilité sur le volume et/ou la périodicité des prestations (minimum, maximum...) :

.....

☐ du délai de réponse trop court pour répondre à l'offre :

☐ de difficultés liées à des marchés antérieurs (délais de paiement, lieux d'exécution,...) (à préciser) :

.....

☐ Je souhaite / ☐ Je ne souhaite pas être consulté à l'avenir pour ce type de marché.

Nom, prénom, qualité :

Date et signature :

ANNEXE 4 : ATTESTATION DE VISITE



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMEES

ATTESTATION DE VISITE

Objet : Prestations de manutention, levage et transport pour l'exploitation et la maintenance des installations portuaires de Cachin, du Homet et/ou de l'emprise de la Base de Défense de Cherbourg en Cotentin.

Référence : Dossier DAF 2025_001342

Je soussigné.....

certifie que le représentant de la société.....

s'est présenté le.....
pour visiter les lieux d'exécution des prestations du marché susvisé.

Signatures :

Pour l'Antenne CNAV-ETAC :

Pour la société :

Fait à :

Le :

ANNEXE 5 : FICHE DE STAGE (CADRE DE REPONSE)

Proposition d'un parcours pour un militaire blessé identifié par Défense mobilité

La présente « fiche de stage » est une fiche de dialogue. Elle a pour objet de permettre la réalisation d'un parcours en entreprise au bénéfice d'un militaire blessé.

Elle est remplie par le candidat à raison d'une par proposition de stage et, en cas d'attribution du marché, sera transmise par l'acheteur à Défense mobilité pour identification d'un stagiaire et réalisation du parcours.

Informations sur la durée et le lieu du stage :

Nombre de mois de stage prévus :

Lieu du stage (adresse postale) :

Encadrement du parcours au sein de l'entreprise :

Nom de l'entreprise :

Nom du responsable des ressources humaines :

Nom du référent entreprise (s'il est différent du RRH) :

Fonction :

Coordonnées tél./courriel :

...../.....

Conditions d'accueil ? (<i>livret d'accueil, poste de travail, tickets restaurants, transports...</i>)	
Tenue fournie ? (<i>si les activités le nécessitent</i>)	
Tâches/activités* pressenties pour le militaire bénéficiaire de la clause sociale ?	
Tâches/activités* pressenties nécessitant des déplacements ?	

Autres remarques utiles :

ANNEXE 6 : COMMANDE FICTIVE

Il est demandé au candidat de compléter la colonne C « *PRIX HT* » du fichier « *RC_Annexe 6_(DQE)_DAF 2025_001342* », joint au présent règlement de la consultation.

Les prix renseignés dans l'annexe 6 au présent règlement de la consultation devront être identiques à ceux renseignés dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.